



SNUDI-Force Ouvrière des Bouches du Rhône

Le syndicat des Instituteurs, Professeurs des Ecoles et personnels contractuels des écoles publiques
tél. : 04 91 00 34 22 - 06 20 76 11 87 fax : 04 91 33 55 62 - site : www.snudifo13.org - mail : contact@snudifo13.org

Mail N° 29 du 2 mai 2011 : Le ministère doit annuler toutes les suppressions de postes !

Non aux fermetures de postes ! Création des postes nécessaires !
Le ministère doit annuler toutes les suppressions de postes !

Près de 9000 suppression de postes dans le premier degré pour **3900 élèves supplémentaires !**

Pour les écoles des Bouches du Rhône, **63 postes d'enseignants** supprimés pour **1065 élèves** supplémentaires attendus et la résorption de **18 enseignants surnuméraires**. Alors que déjà l'an passé, nous avons subi une saignée de plus de 50 postes en moins pour 1768 élèves en plus.

Ainsi lors du CTPD du 7 avril, l'IA a décidé 63 fermetures de classes, 26 ouvertures, 17 situations à revoir à la rentrée et la suppression de **44 postes spécialisés RASED** (Réseau d'aide aux élèves en difficultés) alors qu'aucun départ en stage spécialisé option E et G n'est prévu.

Le SNUDI-FO avait appelé à la grève et au rassemblement devant l'IA, au moment du CTPD. Il y a présenté un vœu repris par l'ensemble des syndicats représentés au CTPD :

« Restitution de tous les postes supprimés

Année après année, les conditions d'étude des élèves et de travail des enseignants se détériorent considérablement dans notre département en conséquence des suppressions de postes :

50,5 postes supprimés en 2010 pour 1768 élèves en plus (sur les 26 attendus), de nouveau 63 suppression de postes et « résorption » de 18 surnombres pour 1065 élèves supplémentaires attendus en 2011.

Auxquels il faut ajouter les postes administratifs.

Pour le bon fonctionnement des écoles, le CTPD, réuni à l'Inspection Académique le 7 avril 2011, demande à M. le ministre de l'Education Nationale la restitution des postes premier degré et du poste de secrétariat d'IEN supprimés pour la rentrée 2011. »

Dans les Bouches du Rhône, comme dans les autres départements, enseignants et parents d'élève refusent les suppressions de postes. Dans de nombreuses villes en effet, se multiplient, grèves, délégations, rassemblements et manifestations. Enseignants, parents d'élèves et élus exigent devant les préfetures, les rectorats, les inspections académiques l'annulation du contingent de fermetures de postes qui leur est imposé pour aboutir au total de 16000 suppressions décidées par le ministre.

Dans les Bouches du Rhône, le SNUDI-FO a déposé un préavis de grève à compter du 10 mai. Le SNUDI-FO, avec la FNEC-FP-FO, appelle les enseignants à faire grève et à se rassembler devant l'IA le 10 mai 2011 à 10h pour exiger :

- la restitution de tous les postes d'enseignants et d'administratifs supprimés
- la restitution des postes RASED supprimés et le départ en stage d'enseignants spécialisés
- Les ouvertures de classes nécessaires,

Maintenant, ce qui relie les revendications de tous les départements, c'est la nécessité de s'adresser au ministre.

C'est le ministre qui est responsable, c'est au ministère qu'il faut aller !
Si c'est la grève qu'il faut, alors il faut l'organiser face au ministre.

Ni les journées d'action à répétition, ni les « actions originales » ne permettront de gagner. Ce qu'il faut maintenant, c'est la grève ensemble, face au ministre pour l'annulation de toutes les fermetures de classes.

D'ores et déjà, le 4 mai, le ministre devra répondre à une délégation intersyndicale du Val de Marne.

Il devra également répondre aux revendications de tous les départements.

La FNEC-FP FO propose aux fédérations de l'enseignement de constituer la délégation des secrétaires généraux de tous les syndicats nationaux, de toutes les fédérations de l'éducation nationale portant au ministère le mandat unanime de toutes les assemblées, de toutes les délégations, de toutes les pétitions, de toutes les manifestations :

Monsieur le ministre, annulez les 16 000 fermetures de postes !
Répondez-nous ! Sinon vous ne nous laissez d'autre choix que la grève, la grève nationale !